

## Les Français, la Turquie et l'héritage chrétien

Article rédigé par *La Fondation de service politique*, le 24 septembre 2008

**UN RESULTAT SURPRENANT** : 65 % des électeurs de droite et 46 % des Français toutes tendances confondues sont favorables à la mention de l'héritage chrétien dans le préambule de la future Constitution européenne.

Ils sont plus nombreux encore à s'opposer à l'entrée de la Turquie (46 % des Français contre 44 % et 77 % d'électeurs de droite). Ce sont la principale leçon du sondage BVA-Fondation de service politique, effectué la veille des élections européennes du 13 juin.

Ainsi, au fil des derniers mois, des signes nombreux d'une prise de conscience de l'opinion sont apparus. De plus en plus de Français ont compris l'enjeu que représente la mention de l'héritage chrétien de l'Europe dans le préambule de la future Constitution. Au début du mois de juin, le site Internet de la station de radio RTL demandait aux Français s'ils souhaitaient que la mention de l'héritage chrétien figure dans le projet de Constitution. Sur 11.000 réponses d'auditeurs, 81% d'entre eux ont répondu oui ! Alerté par ce taux de réponses positives, qui témoignaient d'un revirement de l'opinion, et au moins, d'une mobilisation certaine des Français attachés à une conception historique et non idéologique de l'Europe, la Fondation de service politique a voulu disposer d'éléments statistiques incontestables.

Les résultats de ce sondage témoignent du succès des entreprises de sensibilisation de l'opinion menées dans toute l'Europe, et de leur effet en France. Depuis le refus français de reconnaître la dimension religieuse de l'identité européenne lors du sommet de Nice, en décembre 2000, et l'indignation pontificale qu'elle a suscitée, la mobilisation des esprits n'a cessé en Europe, de la part de la société civile et des Églises, toutes confessions confondues. Ils confirment qu'une partie importante des Français, et spécialement dans les classes les plus populaires, souhaitent, aujourd'hui, que l'Europe fasse officiellement référence à son origine chrétienne. Dans un pays qui ne compte que 10 % de chrétiens pratiquants, l'effet de la propagande laïciste montre donc ses limites. Sans doute la preuve que la stratégie d'influence, ferme, claire et désintéressée de la Fondation de service politique, est plus efficace qu'une opposition frontale ou qu'une mobilisation étroitement identitaire et partisane.

Lors du sommet de Bruxelles, le 18 juin, le Président Jacques Chirac a choisi de s'opposer à ses électeurs en imposant l'effacement de toute référence à l'héritage chrétien dans le projet de Constitution adopté par les chefs d'État et de gouvernement. Demain, les Européens, citoyens ou parlementaires, vont devoir voter. La classe politique et le chef de l'État ne peuvent plus feindre d'ignorer qu'une partie importante de leur électorat souhaite que l'héritage chrétien soit mentionné en préambule du traité fondateur de la nouvelle Europe. Comment la majorité au pouvoir pourrait-elle ignorer que 37 % d'électeurs de gauche le souhaitent aussi ?

### LES RESULTATS

Enquête réalisée par l'institut BVA pour la Fondation de service politique auprès d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. 961 personnes ont été interrogées du 11 au 12

juin 2004 par téléphone. Échantillonnage par la méthode des quotas : sexe, âge, profession du chef de famille, après stratification par région et catégories d'agglomération.

## I- LES FRANÇAIS ET LA REFERENCE A L'HERITAGE CHRETIEN DANS LA FUTURE CONSTITUTION EUROPEENNE

[Pour plus de lisibilité, se reporter à la version papier, ndlr]

Q. Lors du prochain Conseil européen, un projet de Constitution européenne doit être adopté. Vous, personnellement, souhaitez-vous que l'on fasse référence dans cette Constitution à l'héritage chrétien de l'Europe ?

### ENSEMBLE OUI NON NSP

Femme 48.4 45.3 6.3

Homme 43.3 53.2 3.5

TOTAL 45.9 49.1 5.0

### PROX. OUI NON NSP

LO + LCR 46.7 48.5 4.8

PC. 15.9 80.3 3.8

SS-TOTAL 36.8 58.7 4.5

PS 37.6 58.0 4.4

MDC 59.6 40.4 0.0

Les Verts 32.7 66.5 0.9

Ss-tot G. 36.6 59.9 3.5

Autres écol 55.5 39.9 4.6

Ss-tot. Ecol.36.0 62.6 1.4

UDF 53.6 44.9 1.5

UMP 65.0 32.5 2.5

RPF 100.0 0.0 0.0

MPF 95.1 4.9 0.0

S-t Dr.parl. 65.4 32.8 1.8

FN + MNR 57.5 42.5 0.0

Ss-total Dr. 64.4 34.0 1.6

(Aucun) 41.3 45.2 13.5

(NSP) 52.6 31.8 15.6

#### PROFESSION OUI NON NSP

Agriculteurs 36.9 63.1 0.0

Indép. 30.6 68.1 1.3

Interm 36.6 59.2 4.2

Employés 52.7 42.9 4.4

Ouvriers 42.0 48.2 9.8

Chômeurs 48.7 51.3 0.0

Inactifs 52.2 42.2 5.6

Dont Retraités 56.7 38.1 5.2

Dont Autres inactifs 44.4 49.3 6.3

© BVA-AFSP

## LES FRANÇAIS ET L'ENTRÉE DE LA TURQUIE DANS L'UNION EUROPÉENNE

Q. Certains pensent que l'histoire et la culture européennes ne permettent pas à la Turquie d'entrer dans l'Union européenne. D'autres pensent, au contraire, que l'Histoire et la culture européenne n'empêchent pas la Turquie d'entrer dans l'Union européenne. Vous, personnellement, de laquelle de ces deux opinions vous sentez-vous le plus proche ?

ENSEMBLE L'Histoire et la culture européenne ne permettent pas à la Turquie d'entrer dans l'Union européenne L'Histoire et la culture européenne n'empêchent pas la Turquie d'entrer dans l'Union européenne  
NSP

Femme 49.7 40.9 9.3

Homme 42.4 46.1 11.5

TOTAL 45.9 43.6 10.5

## PROXIMITE PARTISANE

LO + LCR 38.3 47.9 13.7

Parti Communiste 29.4 63.2 7.4

SS-TOTAL LO + LCR + PC 35.5 52.8 11.7

Parti socialiste 45.2 48.6 6.2

Mouvement des citoyens 50.6 49.4 0.0

Les Verts 27.1 61.0 11.9

Ss-total GAUCHE 39.1 52.4 8.5

Autres partis écologistes 17.9 74.3 7.8

Ss-total Ecologistes 25.8 63.0 11.3

UDF 57.1 40.1 2.8

UMP 62.3 27.4 10.3

RPF 60.5 39.5 0.0

Mouvement pour la France 70.6 23.8 5.5

Ss-total DROITE parlementaire 61.1 32.2 6.7

FN + MNR 77.6 19.5 2.8

Ss-total DROITE 63.2 30.6 6.2

(Aucun) 45.8 33.9 20.2

(NSP) 38.5 33.6 27.9

## PROFESSION

Agriculteurs 30.8 50.9 18.2

Artisan/Petit commerçant/Chef d'entreprise/Cadres supérieures et professions libérales 40.0 49.1 10.9

Professions intermédiaires 47.0 41.4 11.6

Employés 44.4 46.0 9.5

Ouvriers 45.9 38.5 15.6

Chômeurs 17.5 72.4 10.1

Inactifs 49.9 41.5 8.6

Dont Retraités 54.3 36.0 9.7

Dont Autres inactifs 42.1 51.1 6.8

Ss-total Agri./Artisan/Profession libérale et cadres du privé 34.1 55.3 10.7

Ss-total Employés/ouvriers 45.0 42.9 12.1

Ss-total Cadres et professions intermédiaires du public 44.2 45.3 10.4

© BVA-AFSP

## L'ANALYSE DE L'INSTITUT BVA

ar Jérôme Sainte-Marie, directeur de BVA-Opinion.

Les Français très partagés sur une référence à l'héritage chrétien de l'Europe dans la Constitution européenne

49 % des Français ne souhaitent pas de référence à l'héritage chrétien de l'Europe dans la Constitution européenne, contre 46 % d'avis contraire. Sur cette question, apparaissent un clivage générationnel, un clivage homme-femme et un clivage politique, mais aussi un clivage social.

Un clivage générationnel. Les plus de 65 ans (63 %) sont beaucoup plus nombreux que les 18-24 ans (37 %) à souhaiter dans la Constitution européenne une référence à l'héritage chrétien de l'Europe.

Un clivage homme femme. Les femmes (48 %) sont aussi plus nombreuses que les hommes (43 %) à souhaiter cette référence. Ces clivages générationnel et par sexe, qui recoupent les clivages de la pratique religieuse, se retrouvent aussi au niveau social.

Un clivage social. En effet, 54 % des personnes ayant un niveau de diplôme inférieur au bac et 51 % de celles ayant des revenus inférieurs à 1500 euros par mois souhaitent qu'il soit fait référence à l'héritage chrétien de l'Europe dans la Constitution européenne, alors que ce n'est le cas que de 38 % des personnes ayant un niveau d'étude supérieur à bac +2 et de 34 % de celles ayant des revenus supérieurs à 3500 euros par mois.

Un clivage politique. Cette question distingue aussi clairement les sympathisants de gauche de ceux de droite. Les premiers sont seulement 37 % à souhaiter une référence à l'héritage chrétien de l'Europe dans la Constitution européenne contre 64 % des seconds. Parmi ceux-ci, il est à noter, et c'est une surprise, que les sympathisants de l'UDF (54 %), pourtant réputés plus sensibles aux questions confessionnelles, sont moins nombreux que ceux de l'UMP (65 %) à souhaiter cette référence.

Pour une majorité relative de Français, l'Histoire et la culture européenne ne permettent pas à la Turquie d'entrer dans l'Union européenne

Les Français sont 46 % à partager cette opinion, contre 44 % considérant, au contraire, que l'Histoire et la culture européenne n'empêche pas l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. Toutefois, sur cette question, les réponses sont loin d'être homogènes, et l'on observe de nouveau un net clivage homme-femme, un clivage générationnel et surtout un clivage politique.

Un clivage générationnel. Si pour une très large majorité des plus de 65 ans (56 %) l'Histoire et la culture européenne ne permettent pas l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, les 18-24 ans sont 52 % à

penser l'inverse. Les Français les plus jeunes se montrent donc plus favorables à l'ouverture de l'Union européenne à la Turquie.

Un clivage homme-femme. Si les hommes sont une majorité absolue (50 % contre 41 %) à considérer que l'Histoire et la culture européenne ne permettent pas à la Turquie d'entrer dans l'union européenne, tel n'est pas le cas des femmes (42 % contre 46 %). Mais le clivage le plus marquant sur cette question est le clivage politique.

Un clivage politique. Malgré les positions de Jacques Chirac en faveur de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, les sympathisants de droite sont une très large majorité (63 %) à juger impossible cette adhésion, pour des motifs historiques et culturels. Toutefois, cet avis est un peu moins partagé par les sympathisants de l'UDF (57 %) que par ceux de l'UMP (62 %). Les sympathisants de gauche en revanche, ne sont que 39 % à penser que l'Histoire et la culture européenne sont de nature à empêcher l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, contre 52 % d'avis contraire. Il est néanmoins à noter que les sympathisants socialistes sont très divisés sur cette question : 45 % d'entre eux estiment que l'Histoire et la culture européenne ne permettent pas l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, contre 49 % d'opinion contraire.

Au final, il apparaît que sur deux enjeux fondamentaux de la construction européenne, l'équilibre des opinions contradictoires recouvre un antagonisme entre des univers idéologiques et sociaux bien distincts.

JEROME SAINTE-MARIE,

Directeur de BVA opinion